



Madame Catherine Vautrin
Ministre
Ministère du Travail, de la Santé
et des Solidarités
127 rue de Grenelle
75700 Paris

Paris, le 5 février 2024

Madame la Ministre,

La situation sociale de notre pays est alarmante. Elle suscite la plus vive inquiétude, à la fois des élus locaux mais aussi du monde associatif, confrontés quotidiennement à une accentuation des situations de précarité. Ce contexte nous oblige collectivement à un véritable sursaut.

C'est pourquoi le 24 janvier dernier, l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (Unccas) a pris l'initiative de réunir les représentants des associations d'élus et de grands acteurs associatifs pour partager à la fois les constats mais aussi évoquer les perspectives d'une mobilisation dont nous aspirons à ce qu'elle permette de préserver une cohésion sociale mise en danger par l'aggravation de la pauvreté pour une part croissante de nos concitoyens.

Sur tous nos territoires, en zone rurale comme dans nos villes, villages et quartiers, en hexagone et dans les outre-mer, le constat que nous partageons est sans appel. La précarité gagne du terrain. Jeunes, travailleurs pauvres, familles monoparentales, enfants, bénéficiaires de minima sociaux par ailleurs trop souvent stigmatisés, personnes âgées aux petites retraites, personnes isolées... Ces visages, allant de la précarité à la très grande pauvreté, sont multiples. Ce sont ceux auxquels nos travailleurs sociaux et nos bénévoles tentent d'apporter des réponses au quotidien quand bien même leurs marges s'amenuisent tandis qu'ils sont eux aussi confrontés à une forme d'épuisement

Si des démarches ont certes été engagées dernièrement tel que le Pacte des solidarités, nos concitoyens les plus fragiles n'ont pas le temps d'attendre qu'il produise pleinement ses effets sur le terrain. En nous inspirant notamment des exemples locaux de bonnes pratiques à la fois transversales et complémentaires issues de nos réseaux respectifs, nous appelons de nos vœux à des mesures fortes, à la hauteur des enjeux auxquels nous sommes collectivement, et nous et vous, confrontés.

Aussi, nous vous proposons d'agir de concert.

Nous vous sollicitons donc, Madame la Ministre, pour une rencontre avec les représentants de nos organisations. A l'issue de celle-ci, nous pourrions envisager une conférence de consensus de nature à non seulement partager ces éléments de diagnostic mais aussi et surtout parvenir à mettre en œuvre rapidement des mesures concrètes et pragmatiques au profit de nos concitoyens les plus en difficulté. C'est là une première proposition que nous formulons.

Dans cette attente et ne doutant pas de l'intérêt que vous porterez à notre démarche collective guidée par une volonté d'ajouter nos forces pour mettre sans attendre la question sociale à l'agenda politique, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

Signataires :

- **Luc Carvounas**, président de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale
- **Noam Leandri**, président du collectif Alerte
- **David Lisnard**, président de l'Association des maires de France
- **Pascal Brice**, président de Fédération des acteurs des Solidarités
- **Carole Delga**, présidente de Régions de France
- **Véronique Devise**, présidente du Secours Catholique - Caritas France
- **Sébastien Martin**, président d'Intercommunalités de France
- **Johanna Rolland**, présidente de France urbaine
- **Gil Avérous**, président de Villes de France
- **Christophe Bouillon**, président de l'Association des petites villes de France
- **Michel Fournier**, président de l'Association des maires ruraux de France
- **Gilles Leproust**, président de l'Association des maires Ville & Banlieue de France